

Cours – « L'Afrique : les défis du développement »

[CA-MB v2.9]

Note : ce cours regroupe trois chap. du programme :

- l'étude de cas sur le Sahara ; « Le continent africain face au développement et à la mondialisation » ; « L'Afrique du Sud : un pays émergent ».
- = **Livre Hachette TL/ES p. 274-321**

Sommaire

Introduction.....	1
1. Le Sahara : ressources et conflits (étude de cas).....	2
1.1. Un espace aux contraintes fortes mais riche en ressources.....	2
1.2. Un espace politiquement morcelé et marqué par l'instabilité.....	2
1.3. Un espace convoité.....	3
2. Le continent africain face au développement et à la mondialisation	4
2.1. Une Afrique en marge ?.....	4
2.2. Mais un « décollage » ?.....	4
2.3. D'immenses défis.....	5
3. L'Afrique du sud : un pays émergent.....	7
3.1. Une puissance régionale qui tente de s'affirmer.....	7
3.2. Une nouvelle République d'Afrique du Sud ?.....	7
3.3. Le mirage de l'émergence ?.....	8
Conclusion.....	9

Introduction

Avec moins de 3 % des échanges mondiaux, le continent africain malgré ses plus de 1,1 milliards d'habitants (2012) et ses 30,4 millions de km² (soit ~ 55 France !) semble marginal dans la mondialisation. Mais, c'est également, une zone de croissance économique forte actuellement (PIB +5 % /an de 2001 à 2010 ; [prévision croissance PIB pour 2013 : + 5-6 %](#) ; [carte prévision 2013](#)).

Dans quelle mesure est-ce un développement ? (autrement dit, pas seulement une hausse statistique du PIB mais aussi un développement humain, environnemental).

Le cas du [Sahara \[image\]](#), un espace riche en ressources naturelles mais également en conflits, montre bien ces problématiques du développement dans le cadre de la mondialisation. Plus largement, c'est le défi posé aux 54 États du continent. A ce titre, la [République d'Afrique du Sud](#) est le meilleur espoir de puissance émergente africaine.

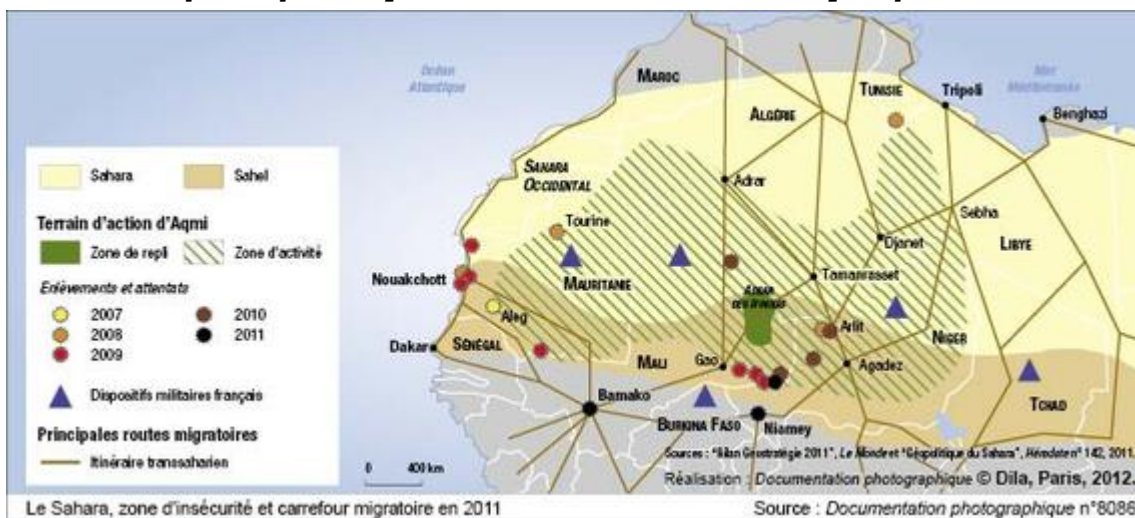
1. Le Sahara : ressources et conflits (étude de cas)

Voir dossier

1.1. Un espace aux contraintes fortes mais riche en ressources

- **Un espace immense** : le Sahara (« désert »), c'est ~ 8,5 millions de km² (soit ~ superficie [Brésil](#)), 4 800 km d'Est en Ouest et [entre 1 300 et 1900 km du Nord au Sud](#) ; il s'étend donc sur dix pays : le [Maroc](#), l'[Algérie](#), la [Tunisie](#), la [Libye](#), l'[Égypte](#), le [Soudan](#), le [Tchad](#), le [Niger](#), le [Mali](#), la [Mauritanie](#) (+ le territoire contesté du [Sahara occidental](#)).
- **Un désert aride** : c'est un désert par la faiblesse des densités de peuplement (à l'exception du couloir du Nil), un réseau urbain peu développé. Le climat saharien est un [climat tropical](#) aride : les précipitations annuelles sont inférieures à 200 mm par an, voire à 100 mm. Les températures atteignent des records de chaleur avec une forte [amplitude thermique](#) quotidienne supérieure à 30° C.
- **Des ressources importantes** : minerais (uranium au Niger, fer en Mauritanie, [phosphate](#) et [potasse](#) en Tunisie et au Maroc...), pétrole et gaz naturel (ex. : Algérie...) ainsi que des grands aquifères fossiles (= anciens et non renouvelables ; [la nappe d'eau fossile](#) a déjà baissé de 25 à 50 mètres selon les endroits entre 1950 et 2000). Le Sahara, [source de mythes pour les Occidentaux](#), est aussi propice à un tourisme d'aventure.

1.2. Un espace politiquement morcelé et marqué par l'instabilité



([src](#))

- **Un ensemble politiquement fractionné** : le découpage frontalier issu de la colonisation européenne est source de contestations par les populations locales (ex. : fédération touareg), de revendications territoriales (ex. : [dossier avec cartes sur le Sahara occidental](#)), de conflits et de mouvements de populations réfugiées (ex. : les [Touaregs](#), opposés aux gouvernements du Niger et du Mali, se réfugient dans le Sud algérien). Les frontières sahariennes ne sont pas des barrières, du fait de l'immensité du désert et des faibles moyens financiers dont disposent les États sahariens pour les contrôler.
- **Le Sahara est traversé par de nombreux flux** : les mobilités sont orientées vers le Nord : les migrants partent des villes des États sahéliens pour arriver en Europe ou, par défaut, dans les villes de Libye, du Maroc et d'Algérie. Les flux de marchandises concernent des produits légaux (ex. : produits manufacturés européens) et des produits illégaux (ex. : drogue et cigarettes de contrebande vers le marché européen, [armes vers les zones de conflits](#) par exemple de Libye vers le Mali en 2013).
- **Le Sahara est agité par des conflits** : rébellions touarègues au Niger et au Mali ([carte des réfugiés Maliens en 2013](#)), [guerre au Soudan](#), conflit du [Sahara occidental](#) entre le Maroc et les [Sahraouis](#), actions terroristes [d'AQMI](#) (« Al-Qaïda au Maghreb islamique » ; [article](#)). À l'origine des troubles et des conflits, on retrouve des convoitises locales pour l'exploitation des ressources (pétrole, uranium...), l'opposition entre les identités nomades et les États qui les combattent, la faiblesse des États...

1.3. Un espace convoité

- **Des enjeux géopolitiques et économiques qui suscitent de nombreuses convoitises** : zones d'influence, contrôles de territoires, exploitation de ressources (pétrole, uranium, par exemple)... Ces convoitises se manifestent dans les investissements en provenance, le plus souvent, d'autres parties du monde. Cf. le [Projet Desertec](#) (voir Dossier) : concept éco-énergétique qui prévoit l'exploitation du potentiel énergétique des déserts (ex. : Sahara) afin d'approvisionner durablement toutes les régions du monde (ex. : Europe).
- **Ces convoitises s'expriment dans des conflits intra et interétatiques dont les acteurs sont africains mais aussi extérieurs** : les 28 États [sahélo-sahariens](#), les populations locales nomades (Touaregs, Sahraouis) et

sédentaires, les trafiquants de toutes sortes, les groupes terroristes, les FMN (ex. : [Areva](#) au Niger), les Européens, [des Chinois de la République Populaire de Chine \(directeurs et contremaîtres de mines ou d'usines...](#) Les espaces les plus secoués par les violences sont les marges nord des États sahéliens. Ces espaces situés loin des capitales installées dans les parties « utiles » des territoires nationaux (c'est-à-dire des régions agricoles et peuplées) sont des marges dominées par des intérêts extérieurs.

2. Le continent africain face au développement et à la mondialisation

2.1. Une Afrique en marge ?

- **Une insertion faible dans la mondialisation** : le poids de l'Afrique dans les échanges mondiaux demeure faible (moins de 3 %, même chiffre pour les IDE en 2011) et le PIB du continent égale à peine celui de... Tokyo la capitale japonaise. L'Afrique reste avant tout un exportateur de produits agricoles et de matières premières (*cf.* le réseau des chemins de fer vers les côtes construit par les colonisateurs européens). Sa croissance économique est donc dépendante et fragile (ex. : prix erratiques du café ou du cacao sur les marchés mondiaux). L'industrie manufacturière est peu présente sur le continent africain (moins de 10 % du PIB en moyenne, jusqu'à 15-20 % au Maroc, Tunisie...).
- **L'Afrique demeure pauvre** : 390 millions de pauvres en 2009 (avec moins de \$1,25 par jour et par habitant). Le continent comprend ~ les 2/3 des « Pays les Moins Avancés » (33 des 49 PMA de la planète). La mortalité infantile est la plus élevée au monde ; On y compte ~ 2/3 des 34 millions de séropositifs (SIDA) de la planète. Enfin, le continent africain est celui qui compte le plus de populations déplacées ou réfugiées [*cf.* chap. précédents].

2.2. Mais un « décollage » ?

- **La croissance économique** : depuis l'an 2000, la progression du PIB/habitant a été de + 4 %/an. On trouve en Afrique ~ un tiers des réserves minérales mondiales (ex. : 40 % pour l'or). Les télécommunications (ex. : 500 millions d'abonnés au téléphone portable en 2012 ; [carte des réseaux en 2012](#)) ont grandement progressé (ex. : FMN sud-africaine [Vodacom](#)). L'Afrique subsaharienne (= au Sud du Sahara) a enregistré une [augmentation des IDE](#)

en 2011 de ~ 25 %. Des Portugais (l'ancienne puissance coloniale, aujourd'hui en crise) émigrent vers l'Angola et son boom pétrolier.

- **L'Afrique et les convoitises géostratégiques : exploitation ou adaptation ?** les riches ressources sont largement exploitées par les FMN dès la colonisation européenne de la fin du 19e s. Par ailleurs, stimulé par la forte hausse de la population, le marché africain est en forte croissance. Le continent est donc un enjeu pour les puissances établies et émergentes, dont, en particulier, les États-Unis d'Amérique et la République Populaire de Chine (RPC) mais aussi l'Union européenne, la France, le Royaume-Uni, l'Inde... Dans cette « course à l'Afrique » [cf. Progr. de 1^{re}], les entreprises d'une Chine, qui a besoin de matières premières, qui peut investir immédiatement des capitaux importants, anti-colonialiste, peu regardante en matière de démocratie ou de corruption, progressent rapidement : ce n'est pas une exploitation prédatrice à sens unique ; c'est aussi une rapide et active adaptation de la part des élites africaines aux réalités et avantages de la mondialisation. Le commerce Chine-Afrique dépasse \$200 milliards en 2012, un million de Chinois se sont rendus en Afrique en 2011 mais également environ 500 000 Africains ont voyagé en RPC. De grands chantiers sont en cours, comme par exemple, le nouveau port de Djibouti ou la LGV de Tanger à Casablanca (Maroc).
- **Une effort d'intégration économique** : la part des échanges entre pays africains n'est aujourd'hui que de 8 %. En juillet 2010, la Communauté d'Afrique de l'Est a officiellement lancé son marché commun. L'Afrique est engagée dans la mise en place, en juillet 2014, d'une zone de libre-échange économique composée de 26 pays, d'une population de 525 millions d'habitants.

2.3. D'immenses défis

- **Une « économie de rente » à l'origine d'une croissance « distordue »** : l'essor du PIB résulte surtout d'une « économie rentière » (cf. livre de 2008). C'est une économie exportatrice de produits agricoles et matières premières. Les bénéfices touchent peu la population et sont monopolisés par une classe politique corrompue au style de vie somptuaire. Les États africains, souvent artificiels (ex. : frontières issues des empires coloniaux) et récents, sont essentiellement des bureaucraties de redistribution des ressources au profit d'élites politiques et de leurs clientèles (liens mafieux, religieux, ethniques,

tribaux, familiaux...). Jusqu'en 1991, de nombreux États (ex. : Algérie, Éthiopie...) avaient d'ailleurs choisi des « voies socialistes de développement » inspirées de l'URSS. La situation de rente, accentuée par la colonisation européenne des 19e-20e s., engendre un certain blocage politique et social qui, selon de nombreux spécialistes, est l'obstacle principal au développement. La situation des entrepreneurs est d'ailleurs difficile dans un contexte de corruption et d'instabilité politique, juridique et fiscale.

- **Cette croissance « distordue » accentue les inégalités** : aussi bien sociales que spatiales et ce, à toutes les échelles géographiques (exemple : [bidonvilles](#) issus d'un exode rural effréné - une ville comme Nouakchott regroupe à elle seule 50 % de la population de son pays, la Mauritanie !).
- **Une libéralisation politique réelle mais limitée** : même si nombre de régimes dictatoriaux ou totalitaires ont disparu, la vie politique africaine reste assez peu démocratique : autocraties au Zimbabwe ([Robert Mugabe](#) président depuis... 1987 !) ou au Burkina Faso, violences politiques, élections truquées ou coups d'État, guerres civiles/extérieures (ex. : République Démocratique du Congo)... En Afrique du Nord, l'espoir de démocratisation lié au « Printemps arabe » de 2011 marque, en 2013, le pas (ex. : rôle toujours essentiel de l'armée en Égypte). C'est la région du Monde qui compte le plus d'États fragiles (ex. : Mali) ou « en déliquescence » (ex. : Somalie) [*cf.* chap. précédents].
- **Une forte croissance démographique** : la population africaine a été multipliée par 4,5 depuis 1950 ; elle atteindra, probablement, **deux milliards vers 2050**. La seule population urbaine a été multipliée par 13 depuis 1950 !
- **Le problème alimentaire** : (*cf.* programme de Seconde) les agricultures ont peu progressé dans le domaine des cultures vivrières destinées à approvisionner les villes. Une partie de l'alimentation est importée. Moins de 60 % de la population africaine a accès à l'eau potable. La salinisation des sols (= sel), l'avancée du désert (ex. : Sahel), les guerres surtout affaiblissent le potentiel productif africain, sans oublier les conséquences croissantes du réchauffement climatique (ex. : sécheresses, inondations... ; Ex. : en juillet 2011, la corne Est de l'Afrique a été frappée par une importante sécheresse, plus de 12 millions d'habitants ont été touchés par la famine).

3. L'Afrique du sud : un pays émergent

3.1. Une puissance régionale qui tente de s'affirmer

- **La première puissance économique africaine** : avec ~ 51 millions d'habitants (2011) sur 1,2 millions de km², l'économie sud-africaine (PIB \$408 milliards 2011, 28^{ème} rang mondial, PIB estim. + 2,5 % de croissance en 2013) représente un peu moins du quart du PIB du continent. Quelques grandes firmes ont prospéré et sont des FMN comme le [groupe minier Anglo-American](#) (premier groupe minier mondial ; siège social à Londres). La [Bourse de Johannesburg](#) est la quinzième mondiale.
- **Une forte insertion dans la mondialisation** : l'économie ne dépend pas que des riches ressources minières exportées (ex. : or, platine, uranium, charbon, diamants) ou de l'agriculture (ex. : vins), elle est tertiaire à ~ 67 % (ex. : tourisme des parcs nationaux). La République Populaire de Chine est, depuis 2010, le premier partenaire commercial (~ 10 % des exportations).
- **Une diplomatie sud-africaine active** : influence régionale ; dialogue avec les autres puissances émergentes (ex. : [IBAS](#) forum de dialogue avec l'Inde et le Brésil depuis 2003 ; en 2011, participation au 3ème sommet des BRIC => deviennent [BRICS](#)) ; organisation d'événements médiatiques mondiaux (ex. : Mondial de football en 2010 ; sommet sur le [réchauffement climatique à Durban](#) en 2011).
- **Un rôle de pôle intégrateur régional** : fondation du « nouveau partenariat économique pour le développement de l'Afrique » ([NEPAD](#) : *New Economic Partnership for Africa's development*) en juillet 2001.

3.2. Une nouvelle République d'Afrique du Sud ?

- **Une volonté d'unité nationale** : jusqu'en 1991, c'était le régime, dirigé par une élite blanche (d'origine néerlandaise – *Afrikaners* - et anglaise), dit de l'[Apartheid](#) (« séparation, mise à part ») avec une répartition spatiale de la population selon des critères [raciaux](#). Depuis 1996, la nouvelle Constitution a tenté de rapprocher les différentes échelles administratives, locales et provinciale. Les anciens [Bantoustans](#) (= régions « autonomes » noires) et les [Townships](#) (= quartiers pauvres de non-blancs ; Ex. : [Soweto](#) à [Johannesburg](#)) ont ainsi été intégrés dans de nouveaux périmètres urbains pour redistribuer les richesses mais sans grand succès, en particulier à cause des clientélismes ethniques (ex. : [Zoulous](#) contre [Xhosas](#)).

- **Une politique sociale** : des politiques de subvention des équipements publics ont vu le jour depuis 1994 ; 3 millions d'habitants des anciens *Bantoustans* ont ainsi eu accès à l'eau potable. Mais les rivalités locales et ethniques ont souvent favorisé la clientélisme et la corruption.

3.3. Le mirage de l'émergence ?

- **Une société divisée et inégalitaire** : 43 % des Sud-Africains vivent sous le seuil de pauvreté nationale de \$2,5/hab./jour et l'IDH de ~ 0,62 n'est que le 123^{ème} mondial. La société sud-africaine demeure très inégalitaire puisque 20 % de la population concentrent 70 % de la richesse. Les mixités raciales restent rares. Ceux qui en ont les moyens se réfugient d'ailleurs dans des « Communautés fermés » (*Gated Communities*).
- **L'épidémie de SIDA et la violence** : l'Afrique du Sud compte le plus grand nombre de séropositifs (= porteurs du virus du SIDA) au monde (5,6 millions estim. 2011). La criminalité est l'une des plus élevées au monde (~ 500 000 viols/an, plus de 18 000 meurtres en 2008-2009 mais en baisse récemment) : la ville de Johannesburg est considérée comme la plus dangereuse de la planète, au point que la Marine britannique y envoie ses médecins militaires en formation.
- **Des tensions ethniques** : les élites politiques, majoritairement noires (~ 80 % de la population), semblent, parfois, tentées par l'exemple – tragique - du Zimbabwe. Les autorités notamment le Président Jacob Zuma développent des slogans et des programmes à l'encontre des anciennes élites blanches. Des Blancs (~ 9 % de la population en 2011) « fuient » pour le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, etc., afin d'échapper à la discrimination, à la réforme agraire menaçante et à la violence : environ 900 000 Blancs (plutôt jeunes et qualifiés), soit 1/6 de la population initiale, ont quitté le pays depuis 1994 (le mouvement semble ralentir depuis 2008). Des populations immigrées des pays pauvres voisins ont été victimes en mai 2008 de véritables émeutes urbaines (50 morts, 25 000 sans-abris).
- **Des inégalités spatiales fortes** : le Gauteng (« cité de l'or » en langue sesotho) est la plus petite et la plus riche avec 33 % du PIB national alors que les provinces « Northern Cape » et « Eastern Cape » sont vastes mais languissantes en dehors de quelques pôles d'emplois littoraux.

Conclusion

[à faire en classe par la classe]

- Du point de vue des défis du développement, **deux espaces se singularisent** : caractère d'« isolat » de l'Afrique du Nord par rapport au reste du continent (relative « barrière » du Sahara, différences ethniques Arabo-berbères/Noirs, religieuses Islam/Christianisme/Animisme, net décalage des niveaux de développement économique et de l'avancée dans la transition démographique... - *cf.* le « Printemps arabe » de 2011 limité au Nord du Sahara) ; de même pour l'Afrique du Sud mais avec une différence fondamentale : « puissance émergente » sans doute (mais son appartenance aux BRICS est considérée comme non justifiée par le financier inventeur même du concept), elle se veut (mais une faible croissance économique relative, les tensions socio-ethniques et les échecs internes jettent un doute sérieux) le « moteur » économique et, surtout, **un modèle** pour l'Afrique (du moins subsaharienne) voire son représentant au niveau mondial (*cf.* son activisme au sein des BRICS).
- **L'obstacle majeur au développement africain demeure l'instabilité politique** qui se manifeste par : la corruption et le clientélisme, la faiblesse du cadre juridique et fiscal, les prises de pouvoir par la force, les élections truquées, les guerres civiles et extérieures surtout... En plus du contexte de grande pauvreté, les racines sont certainement culturelles (des comparaisons statistiques avec d'autres régions/pays pauvres de la planète semblent montrer une instabilité politique plus grande en Afrique). Cependant, le « décollage » économique depuis le début des années 2000 (ex. : en 2013, c'est le Continent qui devrait avoir la plus forte croissance économique) semble indiquer que les mentalités africaines changent positivement.